



Situation macroéconomique en Nouvelle-Zélande en 2023

Résumé : Après une forte reprise post-pandémique au cours de laquelle la croissance s'est élevée à +6% en 2021 et à +2,4% en 2022, l'économie de la Nouvelle-Zélande connaît un ralentissement en 2023. L'inflation, après avoir culminé en début d'année, diminue et s'est établie en annuel à +6% en juin dernier, au niveau de la moyenne OCDE. La mise à jour économique et fiscale préélectorale de 2023 publiée le 12 septembre présente des perspectives similaires à celles de la mise à jour budgétaire de mai, mais avec une activité légèrement plus élevée reflétant une croissance démographique plus forte due aux migrations. Néanmoins les recettes budgétaires récentes sont inférieures aux attentes et le déséquilibre budgétaire devrait perdurer. Une situation qui pèse sur les enjeux des élections générales prévues le 14 octobre.

Une croissance économique atone

L'économie néo-zélandaise connaît un ralentissement notable après une forte reprise post-pandémique¹. Les prévisions jusqu'à août dernier ont présenté une récession technique, suite à une **baisse du PIB réel de 0,1% au 1^{er} trimestre 2023, successive à la baisse de 0,7% au 4^{ème} trimestre de 2022.** Dans son rapport publié en août 2023, le FMI retient une croissance de 1% pour 2023².

Si l'inflation diminue, elle ne devrait revenir dans la fourchette cible fixée par la Banque de réserve de Nouvelle-Zélande (RBNZ) qu'à partir de 2025. Sur les 12 derniers mois jusqu'à juin 2023, le taux d'inflation était de 6,0%. La participation record sur le marché du travail (taux de chômage historiquement bas à 3,4% en 2023) exerce une pression à la hausse sur les salaires, même si la récente poussée migratoire a permis de ralentir légèrement la spirale prix-salaires.

La RBNZ a resserré sa politique monétaire de manière agressive pour réduire l'inflation et détendre le marché du travail. Ces derniers mois, les taux s'élevant à 5,5% en août 2023, ont commencé à se stabiliser, montrant que la RBNZ est proche du sommet de son cycle de resserrement.

Le solde extérieur s'est fortement détérioré, reflétant la surchauffe de l'économie néo-zélandaise³.

La balance commerciale néo-zélandaise est structurellement en déficit (cf. graphe). Pour 2023, le FMI prévoit un déficit s'établissant à -36 Mds NZD, avec un niveau d'importation plus élevé ces deux dernières années (2022 et 2023).⁴

¹ Par rapport à la plupart des autres économies avancées, la Nouvelle-Zélande s'est remise plus rapidement de la pandémie, gagnant 10% de croissance depuis 2020, notamment grâce au soutien budgétaire du gouvernement et à la consommation privée.

³ Le déficit du compte courant s'est creusé rapidement au cours des deux dernières années, alimenté par un important écart de production, une économie nationale forte et une politique budgétaire expansionniste. Dans le même temps, les importations internationales du tourisme et de l'éducation ont été faibles et commencent seulement à rebondir.

⁴ Cela s'explique par la petite taille de l'économie, qui rend le pays largement dépendant des importations. En outre, son éloignement rend les exportations coûteuses et lentes. La Nouvelle-Zélande importe principalement depuis la Chine (21%), l'Australie (16%), les États-Unis (8%), le Japon (5%) et la Corée du Sud (5%). La Nouvelle-Zélande exporte principalement les produits de son agriculture vers la Chine (28%), l'Australie (13%), les États-Unis (11%), le Japon (6%) et la Corée du Sud (3%).

La mise à jour pré-électorale économique et fiscale (PREFU) de septembre présente des prévisions de croissance plus favorables

La mise à jour pré-électorale (PREFU en anglais) de septembre montre un ralentissement économique plus modéré que la mise à jour budgétaire de mai 2023. Le principal facteur est la récente poussée de la migration nette, qui a contribué à une stabilisation des prix de l'immobilier plus tôt que prévu et a soutenu une croissance plus forte de l'emploi. Une population prévisionnelle plus importante que celle de la mise à jour du budget de mai implique un niveau plus élevé du PIB nominal.

Selon la PREFU, l'économie a progressé de 0,9 % au deuxième trimestre 2023, ce qui a permis au pays de finalement éviter la récession technique et a dépassé les attentes. Le PIB a augmenté de 3,2 % au cours de l'année qui s'est achevée en juin 2023. La forte migration nette a soutenu les chiffres, mais les performances meilleures que prévu de secteurs tels que l'industrie manufacturière ont permis à la croissance de rester marginalement positive.

L'économie devrait croître de 2,6 % en moyenne au cours de la période de prévision (juin 2023-juin 2027), et, dans sa mise à jour pré-électorale, le Trésor ne prévoit pas de récession. **L'inflation selon ces dernières prévisions reviendrait dans la fourchette cible de 1 à 3 % dès l'année prochaine**, et les salaires devraient augmenter de 4,8 % par an sur la même période. Le taux de chômage devrait atteindre un niveau inférieur à la moyenne de long terme.

Détérioration de l'équilibre des finances publiques

Depuis la dernière mise à jour budgétaire, la PREFU présente une dégradation des comptes publics pluriannuels et montre que les comptes du gouvernement se sont détériorés, les recettes fiscales ayant été revues à la baisse⁵. Le Trésor prévoit maintenant que **le solde budgétaire redeviendra excédentaire un an plus tard qu'initialement prévu** (en 2026-27 plutôt qu'en 2025). Sur la période de prévision, le solde est inférieur d'environ 12,7 Mds NZD aux prévisions du précédent budget. Il convient également de noter que ces projections incluent les réductions des dépenses de fonctionnement et les économies d'environ 3,4 Mds annoncées par le gouvernement fin août, qui pourtant demeurent incertaines.

En ce qui concerne la dette publique, le Trésor prévoit que la dette nette culminera à 22,8 % du PIB en 2024-25. C'est un an plus tard et 0,9 % de plus que ce qui avait été prévu en mai. En ce qui concerne les implications pour les emprunts du gouvernement, c'est une augmentation de 2 Mds par rapport au programme de 34 Mds NZD du précédent budget.

Compte tenu de ces éléments, le possible changement de gouvernement et donc réorientation de politique fiscale et budgétaire, donnant raison aux sondages relatifs aux élections du 14 octobre prochain, pourraient influencer considérablement les finances publiques à moyen terme.

Commentaire : Plusieurs analystes, considèrent que les prévisions du Trésor néozélandais concernant la croissance, et donc les prélèvements fiscaux et le retour prévu à l'excédent, sont trop optimistes. Les dépenses prévues pourraient également être soumises à des aléas à la hausse en raison de l'inflation élevée et des pressions démographiques. Il reste donc des défis budgétaires qui obligeront les futurs gouvernements à faire des choix difficiles.

⁵ La faiblesse récente de l'impôt sur les sociétés et des autres impôts sur les personnes a entraîné une baisse des recettes en proportion du PIB, qui devrait se poursuivre. Par conséquent, les prévisions de recettes de la mise à jour préélectorale sont inférieures à celles de la mise à jour du budget de mai.

ANNEXE



Source : Stat NZ